

Tendance **CLAIRE**

pour le Communisme,
la Lutte Auto-organisée,
Internationaliste
et Révolutionnaire

Antilibéralisme

keynésianisme...

1 €

2 € soutien



Une critique marxiste

Le contre-rapport d'Attac et de la fondation Copernic sur la compétitivité : inconsistance de l'antilibéralisme

Les organisations antilibérales Attac et Copernic (A&C) ont publié début novembre un contre-rapport intitulé « Pour en finir avec la compétitivité »¹. Répondre aux arguments patronaux est une nécessité. Mais nous ne partageons pas l'analyse et les prescriptions de la médecine antilibérale qui fait miroiter la possibilité d'une autre politique sans rupture avec le capitalisme. Ce contre-rapport illustre la nécessité, pour nous anticapitalistes, de développer nos propres analyses (sur la base du marxisme) pour appuyer notre projet politique.

La compétitivité a-t-elle quelque chose à voir avec le « coût du travail » ?

Selon A&C, l'existence d'un « déficit de compétitivité dû à un coût du travail trop élevé » serait une « rengaine » (p.3), une idée reçue à combattre.

La compétitivité peut se définir comme la capacité des entreprises d'un pays à gagner des parts de marché. Une bonne compétitivité peut être obtenue grâce à des prix bas (« compétitivité prix ») ou d'autres facteurs, comme la bonne qualité des produits (« compétitivité hors prix ») relativement à ceux des concurrents. Plusieurs facteurs jouent sur la « compétitivité prix » dont :

- ▶ les coûts des moyens de production
- ▶ les coûts salariaux unitaires (évolution du coût du travail corrigée de celle de la productivité)
- ▶ le taux de change (quand la monnaie du pays se déprécie, les prix des marchandises des entreprises du pays baissent quand ils sont exprimés en monnaie étrangère)

1) Disponible sur http://www.france.attac.org/sites/default/files/en_finir_avec_la_competitivite.pdf



Pour A&C, les choses sont simples : « les coûts salariaux ne sont pas la cause des pertes de parts de marché » (p.9), de même d'ailleurs que les autres facteurs de la « compétitivité prix » (hormis le taux de change pour les échanges extra-européens). « Les problèmes de l'industrie française tiennent essentiellement à sa compétitivité hors-prix » (p.8). La principale raison de la faiblesse de l'industrie française tiendrait à un effort d'innovation insuffisant mesuré par une trop faible part des dépenses de « recherche et développement » par rapport au PIB (2,1% en France contre 2,8% en Allemagne en 2009).

En admettant qu'ils aient raison, il reste à expliquer le pourquoi de la faiblesse de l'effort d'innovation. Pour les antilibéraux, cela ne tiendrait pas à la faiblesse du taux de marge (relativement aux concurrents), mais à la hausse des revenus du capital. Autrement dit, les capitalistes français auraient la particularité de se goinfrer au détriment de la compétitivité de leurs entreprises. Ils privilégieraient la jouissance à court terme quitte à se

tirer une balle dans le pied à moyen terme.

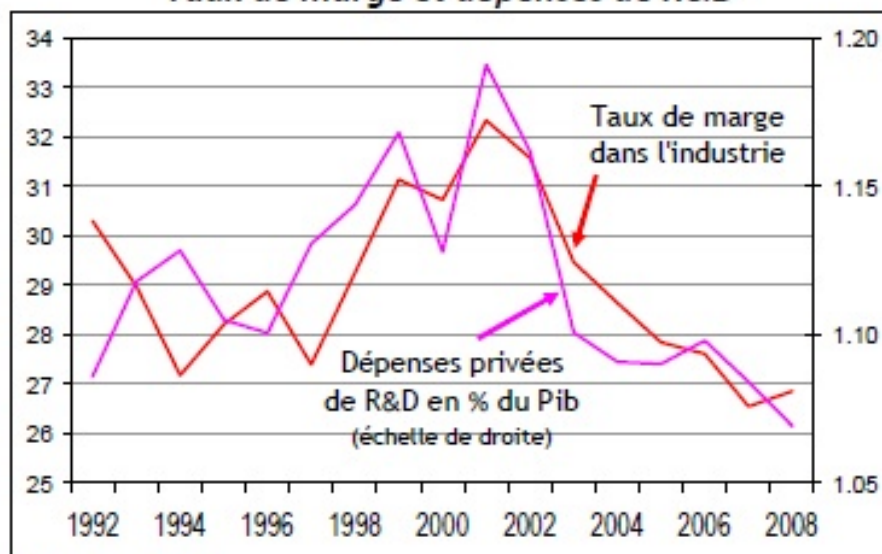
Or, un graphique présent dans leur contribution (et reproduit ci-dessous) montre au contraire une corrélation très forte entre taux de marge et dépenses de recherche et développement. Autrement dit, plus les entreprises font de profit, plus elles investissent dans la recherche, et donc plus elles améliorent leur « compétitivité hors prix ».

Contrairement à ce que racontent les antilibéraux, plus les capitalistes abaissent le « coût du travail » (nos salaires), plus ils font de profit, et plus ils sont en mesure d'améliorer leur « compétitivité hors prix » (en investissant dans la recherche) et plus ils ont les moyens de baisser leurs prix, et donc d'améliorer leur « compétitivité prix ».

Le coût du travail français a-t-il augmenté ?

Selon A&C, il n'y a pas de dérive du coût du travail en France. Pour preuve : « le coût unitaire français baisse en moyenne de 0,5% par an [dans l'industrie] de 1996 à 2008 et le coût unitaire allemand baisse de 0,7% par an » (p.14).

Taux de marge et dépenses de R&D



Source : OCDE

Néanmoins, ce « constat » ne prend pas en compte deux facteurs importants :

- ▶ le niveau de gamme de la production industrielle française (qui renvoie à la qualité, à la sophistication, à la différenciation des produits) est inférieur à celui de l'Allemagne. Corrigé du niveau de gamme, la hausse du coût salarial unitaire en France par rapport à l'Allemagne est de 62% entre 1998 et 2012 (contre 20% effectivement observé)²
- ▶ les coûts salariaux dans les services ont un impact important sur la compétitivité de l'industrie. En effet, l'industrie consomme beaucoup de services (locaux), et les coûts salariaux dans les services sont nettement plus faibles en Allemagne qu'en France. Globalement, la « compétitivité coût » (qui tient compte du niveau des salaires mais aussi du coût des moyens de production) s'est dégradé en France de 40% par rapport à l'Allemagne³.

A&C minorent donc de façon importante la dégradation de la compétitivité de l'économie française liée au « coût du travail ».

L'investissement est-il faible parce que les revenus du capital seraient élevés ?

Pour A&C, « la conclusion s'impose donc de relier la baisse de la compétitivité de l'économie française, particulièrement de son industrie, au choix du capitalisme néolibéral de donner la priorité quasi exclusive à la rémunération des actionnaires sur toute autre considération » (p.17.). A&C indiquent ainsi que « les revenus nets distribués [dividendes] représentant aujourd'hui 9% de la valeur ajoutée des sociétés non financières, niveau historique record depuis la Seconde Guerre mondiale ». (p.4). C'est vrai, mais c'est une vision tronquée : le profit brut des entreprises (excédent brut d'exploitation dans le jargon de la comptabilité nationale) se répartit en trois grandes composantes : l'investissement, les revenus de la propriété, et les impôts. Les dividendes

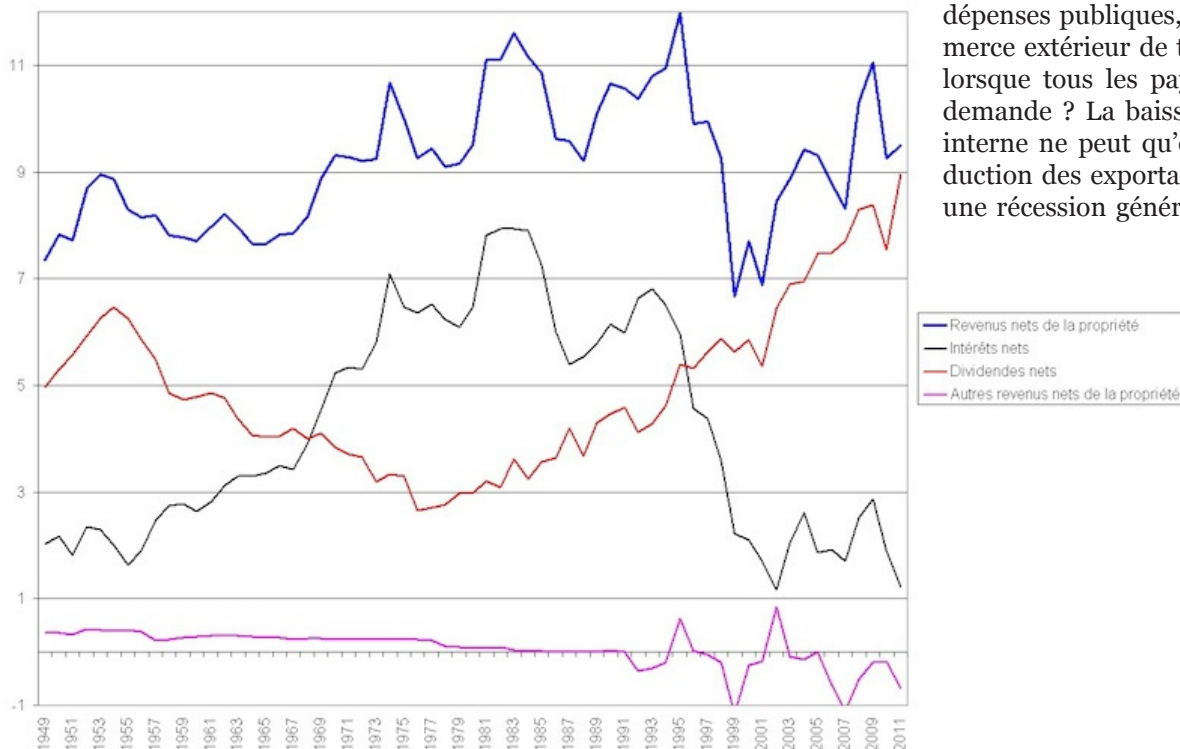
ne sont qu'une portion des revenus de la propriété. Et s'ils ont augmenté continûment depuis 40 ans, ce n'est pas le cas pour les revenus de la propriété dans leur globalité, en raison de la baisse des intérêts versés dans les années 1990.

Sur longue période, les parts respectives de l'investissement et des revenus du capital dans le profit total sont relativement stables. Pour une raison simple : les lois du système imposent aux capitalistes d'investir pour rester compétitifs par rapport à leurs concurrents. La faiblesse de l'investissement et de la croissance s'explique fondamentalement par la faiblesse du taux de profit, et non par un changement de comportement des capitalistes qui seraient devenus plus cupides que précédemment.

Peut-on sortir de la crise par la hausse des salaires et des dépenses publiques ?

A&C reprennent l'analyse keynésienne traditionnelle : « La contraction de la demande interne dans tous les pays, produite par la réduction des coûts salariaux et les coupes dans les dépenses publiques, pèse sur le commerce extérieur de tous. Où exporter lorsque tous les pays réduisent leur demande ? La baisse de la demande interne ne peut qu'entraîner une réduction des exportations et aboutir à une récession généralisée » (p.4). La

Parts dans la Valeur ajoutée (sociétés non financières)



2) <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=66900>

3) <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=66245>

solution coule alors de source : « *on pourrait relancer à court terme la croissance en renonçant aux illusions de la compétitivité et en stimulant de façon coordonnée la consommation privée et l'investissement public en Europe* » (p.25), même si les auteurs nous mettent en garde contre les risques écologiques d'une quête effrénée de croissance.

Autrement dit, l'État pourrait augmenter la « demande » et donc le niveau de la production en augmentant ses dépenses et en redistribuant les richesses. Par exemple, A&C nous expliquent que l'État pourrait créer 300 000 emplois publics avec 10 milliards d'€ au lieu de baisser les impôts des entreprises (p.5). Avec un tel raisonnement comptable, l'État pourrait éradiquer le chômage en prenant 100 milliards sur les profits pour créer 3 millions d'emplois publics. Sauf que ce raisonnement fait « simplement » abstraction du fait que le moteur de l'accumulation (et donc de la croissance) est le taux de profit. Toutes ces mesures de « relance » feraient baisser le taux de profit, et donc aggraverait la crise.

Le fossé entre l'antilibéralisme et l'anticapitalisme

Le projet politique européen des antilibéraux de A&C est celui d'une réforme de l'Union européenne dans le cadre du capitalisme : « Il faut donc une autre Europe, une Europe de la solidarité, qui se rééquilibre non pas en enfonçant les peuples dans la spirale de l'austérité, mais en accroissant les salaires et les dépenses publiques dans les pays trop excédentaires, et en construisant un vrai budget et une vraie fiscalité européens » (p.24). Il ne s'agit pas de remettre en cause la propriété privée des grands moyens de production, mais de construire un État européen capable de mener des politiques keynésiennes de relance. Pire, A&C ne s'opposent pas aux mesures visant à intégrer les organisations syndicales à la gestion du système. Ainsi la mesure visant à intégrer des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises est jugée « pas inutile » (p.5) bien qu'insuffisante.

A&C défendent un modèle abstrait et nébuleux : « *ce nouveau modèle de développement doit être fondé sur les principes de la coopération, de la rupture avec un consumérisme destructeur, de la réponse aux besoins sociaux, de la réduction des inégalités et de l'ouverture d'une transition écologique* » (p.4). La « *transition vers une économie démocratique et écologique* » (p.27) fait abstraction des questions un tant soit peu concrètes : quid de la propriété privée des moyens de production ? Quid des classes sociales ? Quid de la nature de l'État ? Les bons sentiments masquent la vacuité du projet politique. On y apprend seulement que « *le profit ne sera plus un but en soi mais une simple contrainte d'équilibre économique, dans le cadre de marchés régulés démocratiquement et d'une planification participative* » (p.26). Autrement dit, les capitalistes feront toujours des profits, les biens seront toujours échangés sur des marchés, mais qu'on se rassure : tout cela sera « régulé » dans le cadre d'une économie « participative » où les citoyens seraient encouragés à ne pas céder aux excès consuméristes d'aujourd'hui.

Comme A&C, nous voulons « en finir avec la compétitivité ». Mais pour cela, il faut en finir avec le capitalisme, car la recherche de compétitivité est consubstantielle au capitalisme. En effet, dans le cadre du système, celui qui n'est pas compétitif – capitaliste ou travailleur – est pénalisé, voire éliminé. Contrairement à ce que certains camarades pensent, il n'y a pas de continuité entre l'antilibéralisme et l'anticapitalisme. L'antilibéralisme est un obstacle au développement de consciences anticapitalistes, dans le sens où il cherche à crédibiliser des solutions illusoire qui ne remettent pas en cause le noyau dur du capitalisme (le pouvoir des capitalistes sur les moyens de production et donc sur nos vies). Ce que nous devons démontrer est au contraire que la satisfaction des besoins sociaux, l'épanouissement des individus, la protection de notre environnement, nécessitent une révolution sociale où les travailleurs auto-organisés prennent la direction des opérations dans toutes les sphères de la vie sociale.

Remise en cause de quelques idées reçues sur l'évolution des salaires et des profits depuis 1949

Dans le milieu de la « gauche radicale », et même largement au-delà, des « constats » aujourd'hui largement partagés sont rarement remis en question :

- la part des salaires dans la « valeur ajoutée » est plus basse que jamais, environ 10 points en dessous de ce qu'elle était lors des « Trente Glorieuses » (années 1950-1960)
- la forte remontée des profits (et du taux de profit¹) n'aurait pas accru l'investissement, mais aurait été captée par la « finance » (versement de dividendes, intérêts, etc.)

Ces « constats » sont souvent énoncés à l'appui d'une explication « sous-consommationniste » de la crise. Ce serait le partage de plus en plus inégal de la « valeur ajoutée », le niveau historiquement bas des salaires, qui serait la cause fondamentale de la crise.

Dans son dernier livre (On a voté... et puis après ?), Olivier Besancenot reprend à son compte cette explication de la crise, qu'il impute à Marx :

« En s'attaquant au coût du travail, en réduisant les salaires, le pouvoir d'achat et en supprimant de l'emploi, les détenteurs de capitaux rétablissent, il est vrai, des taux de profit et des marges supplémentaires en leur faveur, mais sur la base d'un calcul à très court terme. En privant la population des moyens de consommer ce que les producteurs produisent, ils

empêchent la société d'absorber les ressources produites. Les capitalistes disposent dès lors d'une production qui ne trouve pas de marchés solvables. L'offre ne correspond plus à la demande. C'est ce que l'on appelle la crise de surproduction et de suraccumulation, que Marx avait déjà décelée dans la société capitaliste, il y a plus de 150 ans, dans ses travaux sur la crise de 1857 » (p.55-56)

Sans discuter ici de l'analyse de la crise², nous allons nous plonger dans les données de la comptabilité nationale française (établies par l'INSEE) disponibles depuis 1949, afin de vérifier la validité de ces « constats », et de façon plus générale, pour retracer les grandes tendances du partage de la « valeur ajoutée » des soixante dernières années.

Les données de la comptabilité nationale

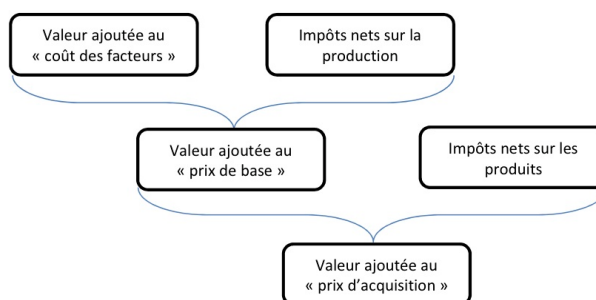
La comptabilité nationale³ regroupe les « acteurs économiques » en six grands « **secteurs institutionnels** » :

- les sociétés non financières : entreprises qui produisent des biens et services marchands non financiers

- les sociétés financières : principalement les banques et assurances qui fournissent des « services d'intermédiation financière »
- les administrations publiques : l'Etat, les collectivités locales, la Sécurité sociale
- les ménages : consommateurs et entrepreneurs individuels
- les institutions sans but lucratif : associations qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages
- le reste du monde : acteurs non-résidents dans la mesure où ils ont des relations avec des acteurs résidents

Le secteur capitaliste, qui constitue le champ de cette étude, regroupe les sociétés non financières et les sociétés financières. Même si la plupart des études sur le partage de la valeur ajoutée concernent uniquement le champ des sociétés non financières, il nous semble plus pertinent d'inclure le secteur financier, dont le poids est croissant dans l'économie.

La **valeur ajoutée** dégagée par les entreprises capitalistes est égale à la valeur de la production (principalement les ventes) diminuée des consommations intermédiaires (biens et services entièrement consommés dans le processus de production). La valeur ajoutée au « prix d'acquisition » mesure la valeur de la production par le prix effectif payé par l'acheteur au moment de l'achat des produits. La valeur ajoutée au « prix de base » ôte à la valeur de la production au « prix d'acquisition » le montant des impôts nets (impôts – subventions) sur les produits, principalement le montant de la TVA. Enfin, la valeur ajoutée au « coût des facteurs » ôte en outre les impôts nets sur la production (taxes locales).



1) Il faut distinguer l'évolution de la « masse des profits » et l'évolution du taux de profit (qui rapporte la masse des profits au capital investi). Ainsi, le taux de profit peut baisser même si la masse des profits augmente : il faut pour cela que le capital investi augmente plus vite que la masse des profits. Néanmoins, le discours dominant dans la « gauche radicale » considère que la masse des profits ET le taux de profit ont fortement augmenté depuis les « Trente Glorieuses ».

2) Sur l'analyse de la crise, on pourra consulter sur le site de la Tendance CLAIRE du NPA notre présentation qui a été faite lors de la dernière université d'été du NPA en 2012 (<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-402.pdf>).

3) On pourra consulter l'excellent ouvrage « La comptabilité nationale » de Jean-Paul Piriou et Jacques Bournay pour en savoir plus sur la comptabilité nationale.

La valeur ajoutée des secteurs institutionnels est mesurée par l'INSEE au « prix de base » : elle inclut les salaires, l'excédent brut d'exploitation (EBE), et les impôts nets sur la production (mais pas les impôts nets sur les produits). Exclure une partie seulement des impôts payés par les entreprises de l'EBE n'a pas de sens économique. C'est pourquoi nous avons calculé un « **EBE élargi** » qui inclut les impôts nets sur les produits dans l'EBE. On peut ainsi décomposer la valeur ajoutée des entreprises en deux composantes : les salaires, et l'EBE élargi ; il s'agit du profit au sens large dégagé par les entreprises, une fois payé les consommations intermédiaires et les salaires.

On peut distinguer quatre utilisations ou emplois de ce profit au sens large :

- le paiement des **impôts** (impôts sur la production, impôt sur les produits, impôts sur le bénéfice des sociétés, etc.) nets des transferts reçus (comme les aides à l'investissement de l'Etat)
- la distribution des **revenus nets⁴ de la propriété** : intérêts, dividendes, et autres
- l'investissement (**formation brute de capital fixe**) : achat de capital fixe (d'une durée de vie d'au moins un an)⁵
- l'acquisition d'**autres actifs** : variation des stocks et acquisitions d'actifs non produits (terrains, gisements, fonds commerciaux,

4) Revenus NETS car les unités d'un secteur institutionnel versent des revenus de la propriété (dividendes, intérêts, etc.) mais elles en reçoivent également des autres secteurs institutionnels. Si les revenus reçus sont supérieurs (respectivement inférieurs) aux revenus versés, alors les revenus nets sont positifs (respectivement négatifs).

5) L'investissement concerne (en principe) les achats de moyens de production d'une durée de vie d'au moins un an (et donc qui s'amortissent sur plusieurs années), alors que les consommations intermédiaires concernent les achats de moyens de production d'une durée de vie inférieure à un an.

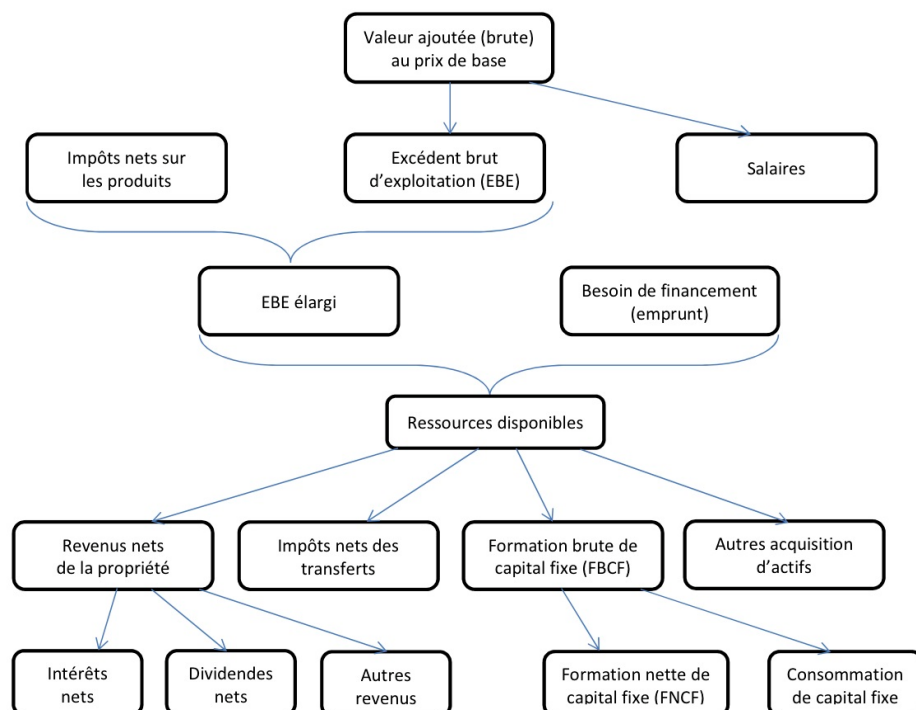
brevets⁶)

Les emplois de ce profit ne sont pas forcément égaux à la valeur de l'EBE élargi :

- s'ils sont supérieurs, les entreprises ont un « **besoin de financement** » : elles doivent emprunter des ressources supplémentaires pour couvrir leurs dépenses. La somme de l'EBE élargi et des fonds empruntés constitue les « ressources disponibles » pour faire face aux emplois.
- s'ils sont inférieurs, les entreprises dégagent une « **capacité de financement** » : elles peuvent prêter à d'autres secteurs institutionnels.

Il faut distinguer l'investissement brut (formation brute de capital fixe) et l'investissement net (**formation nette de capital fixe**). Une partie de l'investissement brut remplace le stock de capital fixe déclassé (amortissement ou « consommation de capital fixe » dans le jargon de la comptabilité nationale), et une autre partie (l'investissement net) augmente la

capacité de production. Cette distinction permet de comprendre que la valeur ajoutée (brute) ne mesure pas réellement la valeur « ajoutée » aux moyens de production puisque celle-ci inclut le coût du remplacement des moyens de production déclassés. La véritable « valeur ajoutée » est la **valeur ajoutée nette** qui est égale à la valeur ajoutée brute diminuée des amortissements. De même, on définit l'**excédent net d'exploitation** (ENE) – véritable mesure du profit – qui est égal à l'EBE diminué des amortissements. Il faut néanmoins signaler que le calcul des amortissements par l'INSEE est très approximatif et discutable (et déconnecté des amortissements fiscaux de la comptabilité d'entreprise), si bien que les agrégats « nets » sont à utiliser avec prudence. C'est une des raisons qui expliquent que ce sont le plus souvent les agrégats « bruts » qui sont commentés (à commencer par le produit intérieur brut) alors qu'ils sont moins pertinents que les agrégats « nets » puisqu'ils ne font pas la différence entre ce qui relève de la croissance et du simple renouvellement⁷.



6) La dénomination d'actifs « non produits » est malheureuse pour les brevets, puisque ceux-ci ne tombent pas du ciel...

7) On pourra lire avec intérêt l'article « Pourquoi le produit intérieur net devrait remplacer le produit intérieur brut comme mesure de la croissance économique » de Roland Spant : <http://www.csls.ca/ipm/7/spant-f.pdf>

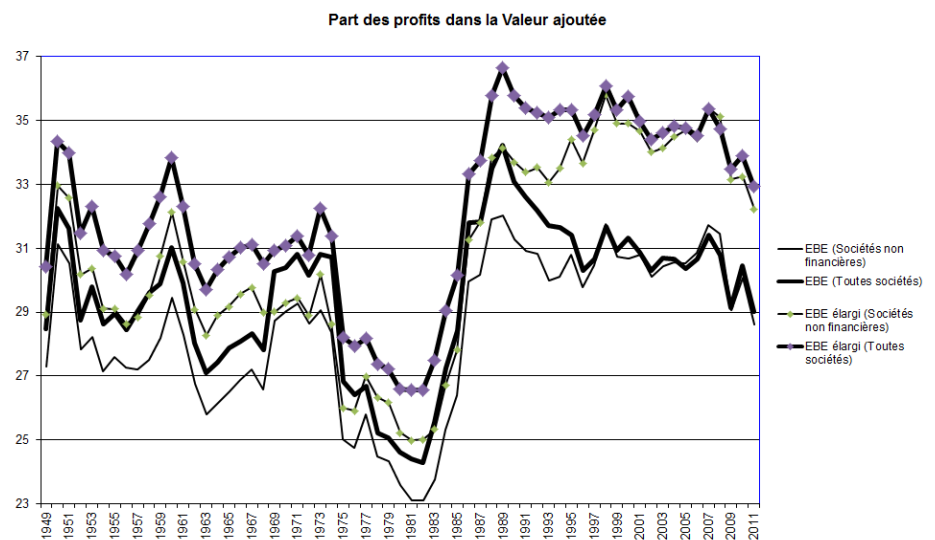
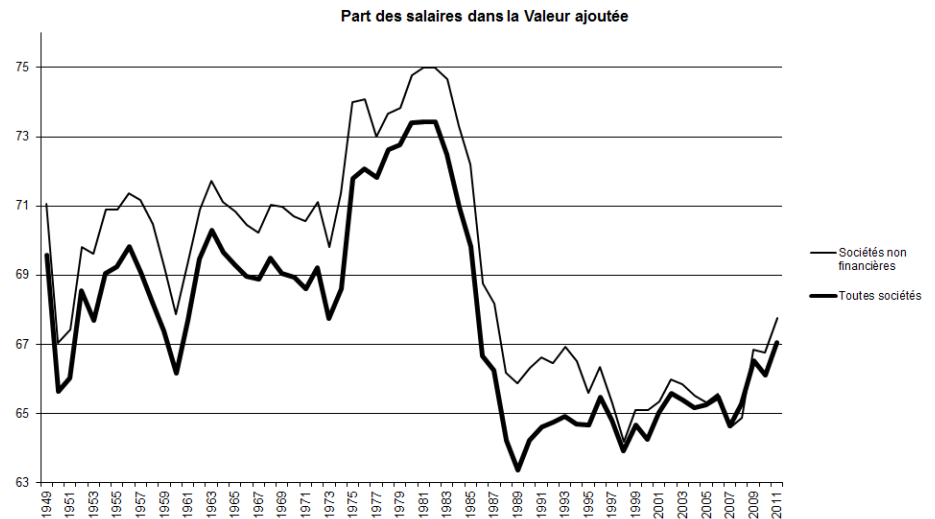
Les parts des salaires et des profits dans la valeur ajoutée

Premier constat : il y a bien eu une hausse de la part de l'EBE de 9 (pour les sociétés non financières) à 10 points (pour l'ensemble des entreprises) dans le partage de la valeur ajoutée entre 1982 et 1989.

Mais ce qui s'est passé entre 1982 et 1989 est une partie de l'histoire. En effet, dans les années 1970, la part de l'EBE avait baissé d'un peu plus de 6 points. Depuis la fin des années 1980, la part de l'EBE est restée globalement stable jusqu'au déclenchement de la crise de 2008, où elle a baissé nettement. C'est un phénomène habituel lors des crises : la masse salariale s'ajuste partiellement et avec retard à la chute ou au ralentissement de la production.

Au final, **la part de l'EBE dans la valeur ajoutée est à peu près aujourd'hui au même niveau que la part moyenne de l'EBE dans les années 1950 et 1960 pour l'ensemble des sociétés** (supérieure d'un point environ pour les sociétés non financières). Donc l'idée selon laquelle la part des profits serait aujourd'hui nettement supérieure à celle qu'elle était dans les Trente Glorieuses, est totalement fausse. **La part des salaires aujourd'hui est d'environ 2 à 3 points inférieurs à ce qu'elle était dans les années 1950-1960.** C'est la part des impôts nets sur la production qui a augmenté depuis la guerre, si bien que la part de l'EBE élargie est de 2 à 3 points supérieure à ce qu'elle était pendant les Trente Glorieuses. Si on lisse les effets de la crise (qui a vu la part des salaires augmenter)⁸, on constate que la part moyenne des salaires de ces 10 dernières années est inférieure de 3 à 4 points à ce qu'elle était en moyenne dans les années 1950-1960. On est

8) Lors de chaque crise, la part des salaires tend à augmenter, du moins en France où le marché du travail n'est pas totalement flexibilisé. En effet, avec la crise, la production chute, et comme les emplois (et les salaires) ne s'ajustent pas immédiatement à la baisse, la productivité tend à baisser, et ce sont donc les profits qui « absorbent » la plus grande part du choc.



très loin de la perte de 10 points agitée par certains.

Le mythe de la baisse de l'investissement relativement aux revenus du capital

Il est instructif de mettre en rapport les différentes composantes du profit avec les ressources dont disposent les entreprises. On constate les faits stylisés suivants :

- **la très forte hausse de l'EBE élargi dans les années 1980 a été utilisée par les entreprises pour se désendetter**, si bien que les ressources disponibles (pour l'investissement, les impôts, le versement de revenus du capital) n'ont pas augmenté. Alors que les entreprises étaient structurellement en besoin de financement lors des Trente

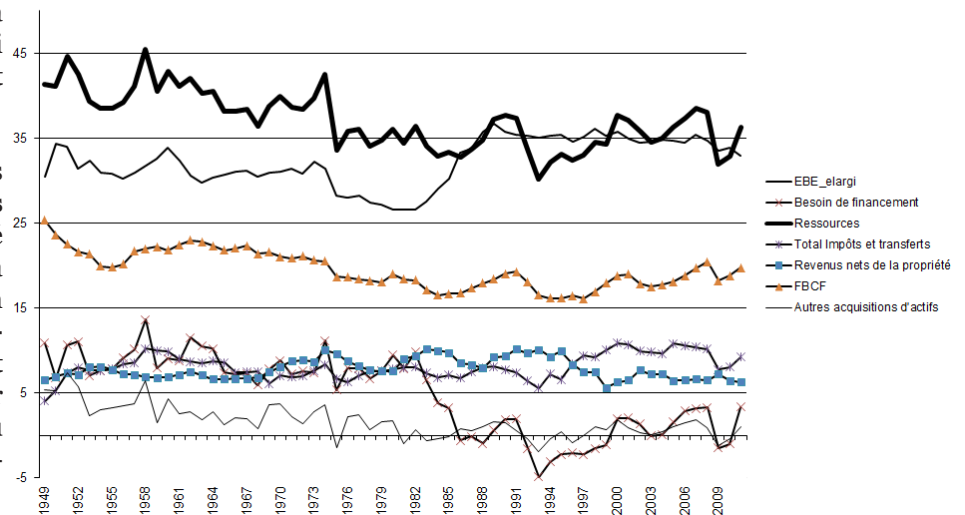
Glorieuses, elles ont tendu vers l'autofinancement de leurs investissements à partir du début des années 1990 (avec néanmoins une montée de l'endettement dans les années 2000, avant la crise, pour les sociétés non financières)

- En pourcentage des ressources disponibles, on constate **une remarquable stabilité de la part de l'investissement depuis 1949**. La part des investissements a d'ailleurs classiquement tendu à augmenter avant le déclenchement des crises (au début des années 1990 et vers le milieu des années 2000).
- En pourcentage des ressources disponibles, on observe une hausse tendancielle de la part des revenus de la propriété des années 1950 à la crise de 1993 ; puis une chute importante dans les années

1990 ; et enfin une stabilité globale dans les années 2000, si bien que **la part des revenus de la propriété est aujourd'hui proche de ce qu'elle était dans les années 1950-1960**

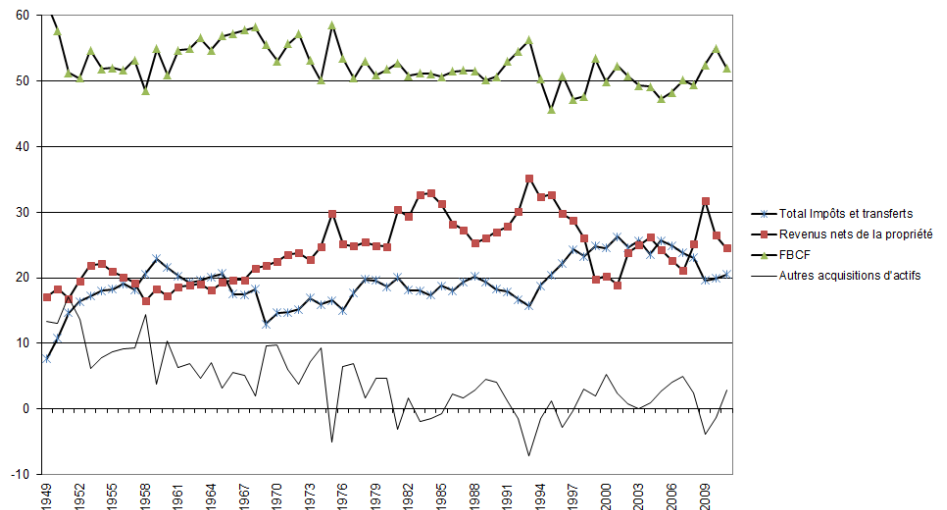
- En pourcentage des ressources disponibles, **la part des impôts** (nets des transferts) a augmenté dans les années 1990 (après la crise de 1993) pour atteindre **un maximum historique au début des années 2000, avant de baisser depuis 2005** (pour rester néanmoins à un niveau supérieur à celui des Trente Glorieuses).

Part dans la Valeur ajoutée (toutes sociétés)

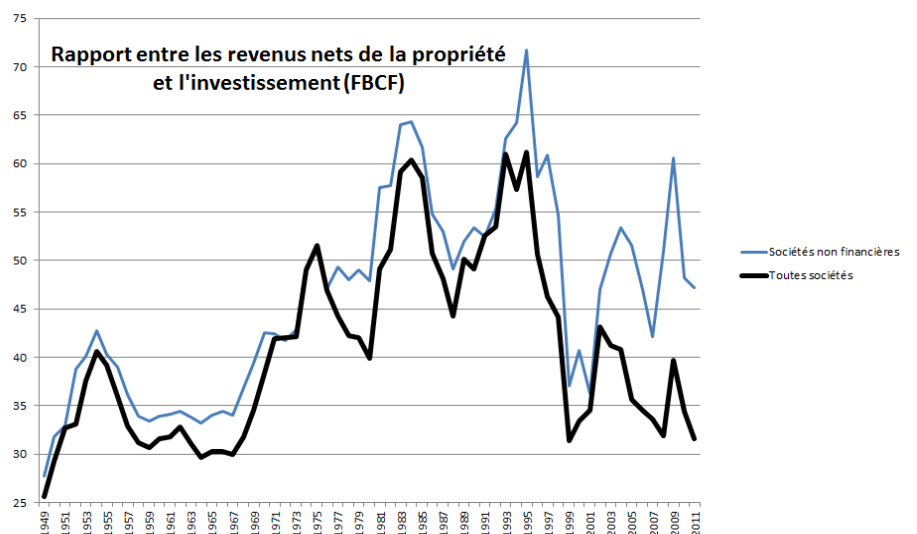


L'idée martelée par les anti-libéraux selon laquelle les capitalistes investissent une partie de moins en moins importante de leurs profits pour se « gaver » est donc totalement fausse. Elle est pourtant reprise jusque dans nos rangs. Ainsi, Henri Wilno explique dans un article récent que « le choix des entreprises a donc été de continuer à augmenter les dividendes plutôt que d'investir dans l'innovation »⁹, avec pour preuve un graphique qui montre l'augmentation de la part des dividendes (qui ne sont qu'une partie des revenus du capital ; cf. paragraphe suivant). Or, les capitalistes n'ont pas fait la « grève » de l'investissement : la faiblesse de l'investissement, et donc de la croissance, ne s'explique pas par une modification du comportement des capitalistes, mais par la faiblesse du taux de profit depuis la fin des Trente Glorieuses, cette fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit, niée ou moquée par la plupart des économistes se revendiquant pourtant du marxisme¹⁰.

Parts dans les ressources (sociétés non financières)



Rapport entre les revenus nets de la propriété et l'investissement (FBCF)



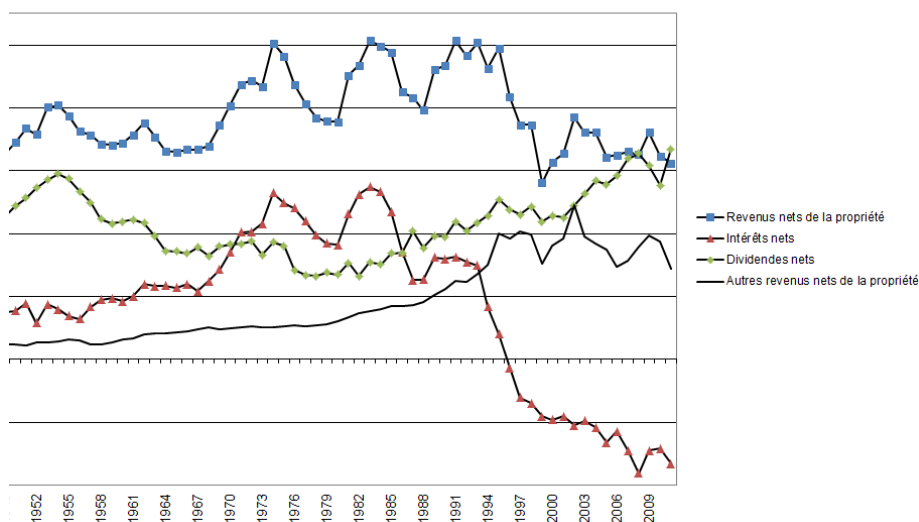
9) Henri Wilno, « La compétitivité, une 'dangereuse obsession' capitaliste », Revue Tout est à nous de décembre 2012, <http://www.npa2009.org/content/la-compétitivité-une-dangereuse-obsession-capitaliste>

10) Pour en savoir plus sur notre critique des analyses antilibérales, on pourra se reporter à « Le contre-rapport d'Attac et de la fondation Copernic sur la compétitivité : inconsistance de l'antilibéralisme » (décembre 2012) : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-429.pdf>

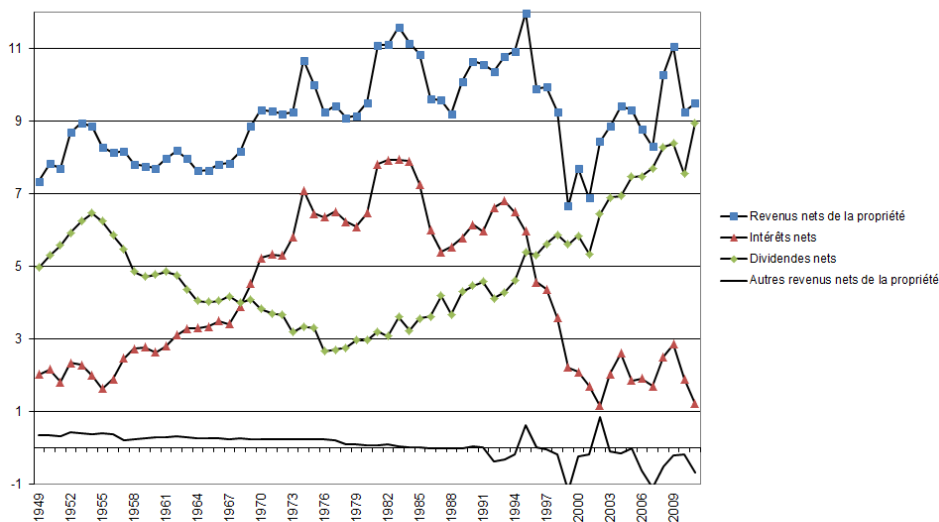
La stabilité des revenus du capital : la hausse des dividendes est compensée par la baisse des intérêts

La stabilité globale de la part des revenus nets de la propriété dans la valeur ajoutée cache des évolutions contrastées de ses deux grandes composantes : les intérêts et les dividendes. **La part des dividendes dans la VA a augmenté continuellement depuis le début des années 1980**, passant de 3% à 6% aujourd'hui (9% pour les seules sociétés non financières). Mais **cette hausse a été entièrement contrebalancée par une baisse de la part des intérêts** (qu'on peut expliquer par le désendettement des entreprises à partir des années 1980 et la baisse des taux d'intérêt à partir des années 1990). Il n'est donc pas correct de se focaliser sur l'évolution des seuls dividendes pour en extrapoler une évolution de l'ensemble des revenus du capital !

Parts dans la Valeur ajoutée (toutes sociétés)



Parts dans la Valeur ajoutée (sociétés non financières)



Annexe 1 : L'évolution défavorable du profit net par rapport au profit brut

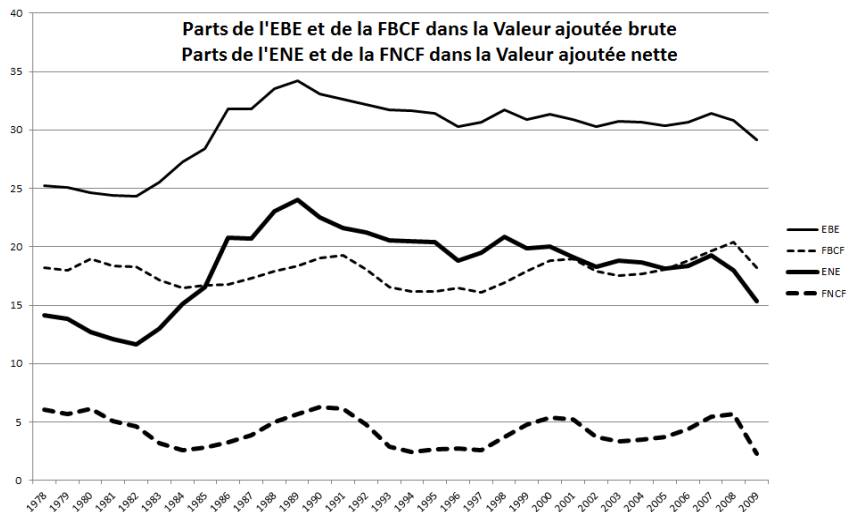
Il est intéressant de s'intéresser à l'évolution du profit « net », c'est-à-dire déduction faite de l'amortissement du capital fixe, qui est la « vraie » mesure du profit puisqu'elle exclut les sommes engagées à la simple reproduction du capital fixe (par opposition à son accroissement). Avec toute la réserve qu'il faut avoir sur la qualité de la mesure de l'amortissement (« consommation de capital

fixe » dans le jargon de la comptabilité nationale), on constate que la part du « profit net » (excédent net d'exploitation) dans la valeur ajoutée nette de l'ensemble des sociétés a baissé de 9 points entre son pic de 1989 et aujourd'hui, alors que la part du « profit

brut » (excédent brut d'exploitation) dans la valeur ajoutée brute a baissé de seulement 5 points sur la même période. Ainsi, la part du « profit net » est très proche de son creux historique du début des années 1980 (et vraisemblablement nettement en dessous de la valeur moyenne des Trente Glorieuses¹¹) alors que la part du « profit brut » est 5 points au-dessus de ce point bas du début des années 1980.

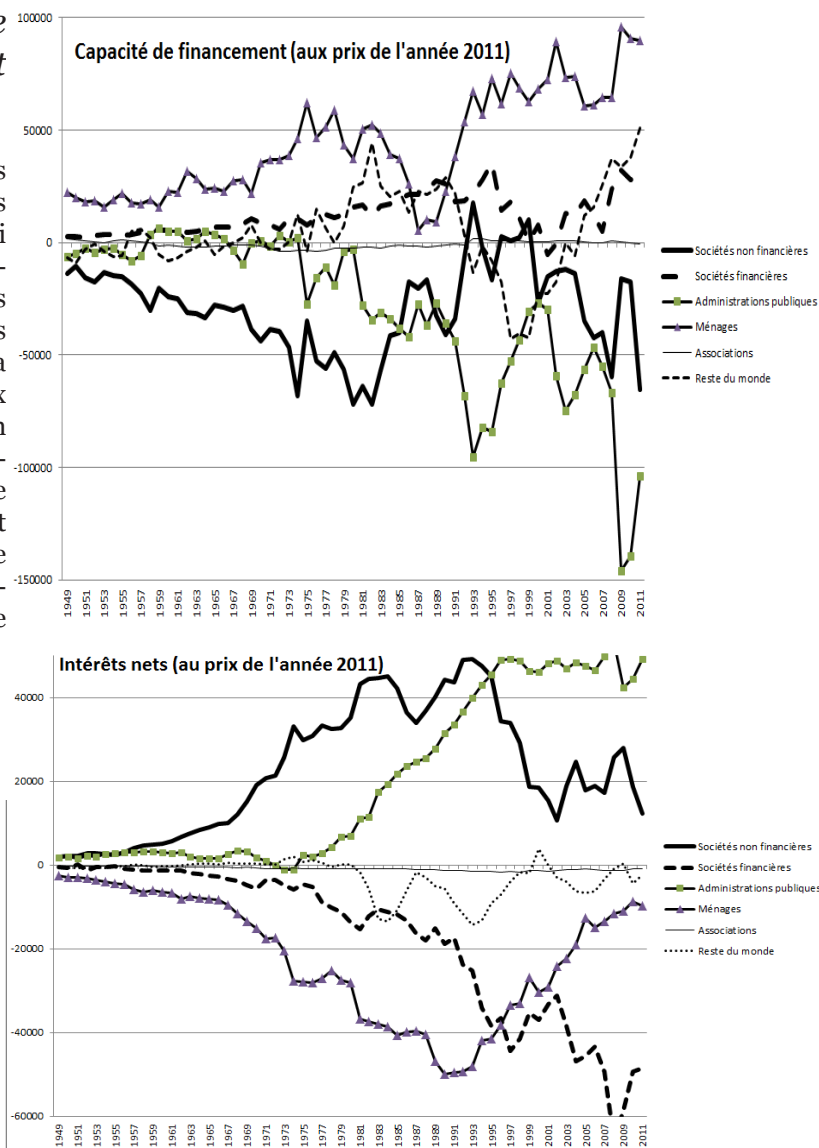
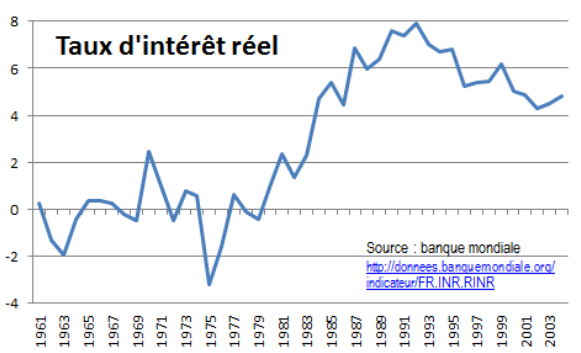
Ainsi, les estimations usuelles du profit (faites en « brut ») surestiment la part des profits dans la valeur ajoutée, qui est déjà couramment surestimée chez la plupart des commentateurs.

11) La comptabilité nationale française ne dispose pas de données antérieures à 1978 pour l'amortissement du capital (consommation de capital fixe), et donc pour l'estimation des agrégats « nets ».



Annexe 2 : Le basculement de l'endettement privé à l'endettement public

Les besoins de financement des sociétés non financières n'ont cessé de s'accroître depuis l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, si bien que les versements d'intérêts nets ont fortement augmenté pendant cette période. Puis les entreprises ont fortement diminué leurs besoins de financement dans les années 1980, mais la charge d'intérêts n'a pas diminué, car les taux d'intérêt ont flambé dans les années 1980. En revanche, la charge d'intérêts a fortement diminué dans les années 1990 grâce à la forte baisse des taux d'intérêt, avant de remonter légèrement dans les années 2000 avec l'accroissement de l'endettement. Ce désendettement des entreprises a été contrebalancé par une montée de l'endettement public.



Aucune politique monétaire ne peut nous sortir de la crise !

Un débat agite particulièrement les économistes bourgeois ce mois-ci : quelle politique monétaire faut-il mener pour favoriser le retour de la fameuse « croissance » ? Tout le monde y va de son commentaire sur ce que devrait faire la BCE et la Réserve fédérale (« Fed »), comme si ces dernières pouvaient avoir la solution miracle à la crise. En fait, les politiques monétaires ne peuvent pas nous sortir de la crise, qui est une crise de suraccumulation du capital et nécessite donc une immense destruction de capital (et d'emplois) pour que le système puisse se revigorer.

La BCE décide de racheter de façon « illimitée » la dette publique des États

Lors d'une conférence de presse le 6 septembre, Mario Draghi (président de la BCE) a annoncé que la BCE allait racheter « sans limite » (c'est-à-dire sans s'engager sur un montant précis) aux banques et autres organismes financiers les titres de dette publique (d'une maturité comprise entre 1 et 3 ans) qu'ils détiennent¹. Draghi a en outre précisé les conditions de ces rachats :

- les États qui veulent voir leur dette rachetée par la BCE devront faire appel au FESF (Fonds Européen de Solidarité Financière), puis bientôt au MES (Mécanisme

Européen de Stabilité²), et donc mettre en place des plans d'austérité drastiques sous le contrôle des institutions européennes ;

- les rachats de dette publique seront « stérilisés », c'est-à-dire que la BCE compensera ces achats par des ventes d'autres titres, afin de récupérer la monnaie centrale déversée en contrepartie des achats de titres de la dette publique. Ce qui serait donné d'une main serait repris de l'autre, si bien que la monnaie centrale en circulation n'augmenterait pas.

Beaucoup d'économistes, et notamment ceux de sensibilité keynésienne, ont reproché dans le passé à la BCE de mener une politique monétaire restrictive (en comparaison de ce que fait la Fed). Il est vrai que les traités européens interdisent à la BCE d'acheter des titres de la dette sur le marché primaire ou de prêter directement aux États (et encore moins de faire des avances !), mais c'est aussi le cas de la Fed ou de la Banque d'Angleterre. Mais depuis mai 2010 déjà, la BCE, tout comme la Fed mais moins massivement, achète des titres de la dette publique (espagnols, italiens, portugais, irlandais, grecs) sur le marché secondaire.

Avec sa politique de rachat « illimité » de dette publique, Draghi poursuit trois objectifs :

- éviter que les taux d'intérêt exigés par les créanciers des États augmentent dans des proportions qui menacent le remboursement de la dette
- permettre aux détenteurs de titres de la dette publique de s'en débarrasser à un bon prix auprès de la Banque centrale, qui joue alors son rôle de bienfaitrice au service des marchés
- de façon plus générale, soutenir la valorisation du capital fictif : même si les achats de titres de la dette publique doivent être en théorie « stérilisés », il est possible qu'ils ne le soient pas totalement si ces achats prennent de l'ampleur avec l'approfondissement de la crise de la dette. Le déversement de liquidités (monnaie centrale) n'a pas pour objectif de relancer la croissance (les banquiers centraux n'ont pas les illusions des keynésiens idéalistes...) mais a un objectif de court terme plus prosaïque : alimenter les bulles financières, et donc servir les intérêts des capitalistes financiers. C'est ce qu'a fait abondamment la Fed depuis les années 1990

Cette politique – soutenue par Hollande et Merkel – n'a rien de « sociale » et elle est d'ailleurs couplée avec l'aggravation des politiques d'austérité : coupes budgétaires, réformes structurelles pour baisser le « coût du travail ».

Néanmoins, on ne peut pas dire, comme le fait un communiqué récent du NPA³, que la BCE va intervenir « en faisant payer la dette aux contribuables ». En effet, la BCE ne va pas racheter des titres de la dette en utilisant des fonds collectés auprès des

1) Emboitant le pas de la BCE, la Fed a décidé, le 13 septembre, de se lancer dans un nouveau cycle de « quantitative easing » (assouplissement quantitatif), en annonçant un nouveau programme de rachat (de 40 milliards de dollars par mois) d'actifs immobiliers titrisés (et non de titres de la dette publique). Le but principal de cette opération est de soutenir le marché immobilier et d'éviter un effondrement boursier avant les élections de novembre 2012. Alors que Romney, l'adversaire républicain d'Obama, a déjà fait comprendre qu'il ne reconduirait pas Bernanke à la tête de la Fed, ce dernier amplifie le « quantitative easing » pour faire « tenir » les marchés jusqu'à la fin de l'année.



Mario Draghi, ancien vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs entre 2002 et 2005

e

2) Cf. notre article « TSCG et MES : la bourgeoisie s'organise au niveau européen pour imposer ses plans d'austérité et sauver l'euro », <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-406.pdf>

3) <http://www.npa2009.org/content/la-bce-au-secours-des-banques-et-des-sp%C3%A9culateurs>

contribuables. La BCE achète les titres de la dette publique (sur le marché secondaire) en créant, ex nihilo, de la monnaie centrale. On ne peut donc pas dire qu'il y a ponction sur les contribuables.

Le président de la Bundesbank (Jens Weidmann) a contesté la politique de Draghi⁴, et les capitalistes peuvent effectivement le faire avec plusieurs arguments :

- en perturbant la fixation spontanée des taux d'intérêt, on dispenserait les États fragiles de mettre en place les plans d'austérité exigés par la situation
- on violerait de façon subreptice, la règle de non renflouement des États par la BCE
- on alimenterait une inflation financière ou/et une inflation des prix

La politique mise en œuvre par la BCE ou la Fed n'est pas plus (ni moins) progressiste que celle prônée par la Bundesbank. Pourtant, comme nous allons le voir, de nombreux économistes de « gauche » appellent de leurs vœux une politique monétaire « expansionniste », et, même s'ils critiquent Draghi, ils considèrent que sa politique est meilleure que celle prônée par la Bundesbank. Derrière cette appréciation, il y a la conviction qu'il existe un lien causal entre création monétaire et richesse.

Les keynésiens en veulent plus : ils veulent une monétisation massive des dettes

Les keynésiens ont, au contraire de la Bundesbank, reproché à Draghi de ne pas aller assez loin, même si certains y voient un pas dans la bonne direction :



Stiglitz (à gauche), ancien conseiller de Clinton, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, a été prix « Nobel » d'économie en 2001 et Krugman (à droite), spécialiste du commerce international, a été prix « Nobel » d'économie en 2008

4) Cf. <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0202252010122-pour-merkel-la-bce-agit-dans-le-cadre-de-son-statut-359414.php>

5) <http://krugman.blogs.nytimes.com/2012/09/06/draghi/>

Une banque centrale peut-elle faire faillite ?

Une entreprise a des actifs et des dettes. Une entreprise est solvable tant que la valeur de ses actifs (ce qu'elle détient) est supérieure à la valeur de ses dettes (ce qu'elle doit). La différence constitue la « situation nette » ou les « fonds propres » de l'entreprise¹. Quand la valeur des dettes devient supérieure à la valeur des actifs, l'entreprise doit être « recapitalisée » (de l'argent doit être injecté pour que les capitaux propres soient positifs) pour rester viable².

Une banque centrale a également un « bilan », avec un actif (les titres qu'elle détient) et des « dettes » (la monnaie centrale qu'elle crée : principalement les dépôts des banques à la banque centrale et les billets en circulation). D'un point de vue comptable, une banque centrale peut être « insolvable », avec des « dettes » qui excèdent la valeur des actifs qu'elle détient. Mais cela n'implique pas qu'il y ait une augmentation de capital, et donc que les contribuables soient mis à contribution pour renflouer la banque centrale. En effet, une banque centrale ne peut pas avoir de problème pour rembourser ses « dettes », puisqu'elle émet ce par quoi elle rembourse ses dettes ! L'insolvabilité comptable d'une banque centrale signifie que de la monnaie a été distribuée sans contrepartie (achat d'actifs pourris qui ont perdu leur valeur). La conséquence est une perte de valeur de la monnaie détenue par les agents, c'est-à-dire de l'inflation, qui peut devenir exponentielle en cas de rejet massif de la monnaie émise par la banque centrale. Si le bilan de la banque centrale est « pourri », elle ne fait certes pas faillite, mais les conséquences sont bien concrètes pour les contribuables puisque leur pouvoir d'achat est érodé en proportion de la perte de valeur de la monnaie. Si la monnaie est massivement rejetée, c'est l'hyperinflation, et donc une forme de faillite économique du pays.

1) On a donc l'équation comptable suivante : ACTIF = PASSIF (DETTES + FONDs PROPRES)

2) Pour plus de détails sur ce qu'est le bilan d'une banque commerciale, cf. <http://tendanceclaira.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-296.pdf>

- Paul Krugman⁵ applaudit les décisions récentes de la BCE et de la Fed, et aimerait que les achats de dette publique soient massifs

- Jacques Sapir⁶ critique les conditions du rachat des titres de la dette publique (contrepartie en terme d'austérité, stérilisation), ce qui limiterait la création monétaire. Selon lui, la BCE devrait créer massivement de la monnaie centrale en achetant directement de la dette sur le marché primaire, ce qui augmenterait la masse monétaire en circulation, ce qui relancerait la production sans créer d'inflation.

- Certains⁷, et Hollande aurait également aimé pouvoir l'imposer à Merkel,

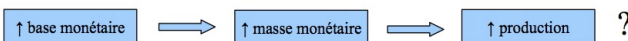
6) <http://l-arene-nue.blogspot.fr/2012/09/jacques-sapir-lannonce-demario-draghi.html>

7) Par exemple : <http://www.regards-citoyens.com/article-accordons-la-licence-bancaire-au-fesf-et-au-mes-pour-redonner-a-la-puissance-publique-la-souverainet-105950767.html>

sont pour donner au MES une « licence bancaire ». Cela permettrait de contourner l'interdiction faite à la BCE de prêter directement aux États : la BCE prêterait au MES à 0%, qui prêterait ensuite aux États à 0% (ou presque)

Les préconisations de Sapir rejoignent celles proposées par Husson ou Aubin dans son exposé à l'université d'été du NPA⁸ : la « monétisation de la dette » (sous forme du recours à l'emprunt direct auprès de la banque centrale) contribuerait à la sortie de crise.

On peut distinguer deux options parmi les keynésiens (dont le point commun est de croire que la Banque centrale est la « clé » de la relance de l'activité) :



► les keynésiens « réalistes » (Krugman, Stiglitz, etc.) veulent que la BCE crée massivement de la monnaie centrale en contrepartie de titres achetés aux banques (notamment des titres de la dette publique), en espérant que cette injonction massive de « liquidités » relance l'activité⁹.

► les keynésiens de « gauche » (Sapir, etc.) veulent que la BCE prête (à taux zéro) ou avance (sans contrepartie) massivement de la monnaie centrale aux États, pour relancer la dépense publique

Monnaie centrale (base monétaire), masse monétaire, inflation et croissance

Pour les keynésiens « réalistes », le mécanisme de relance de l'activité est le suivant : la banque centrale augmente massivement la base monétaire (monnaie centrale) en achetant des titres sur les marchés financiers ; grâce à cet afflux de « liquidités », les banques privées prêtent massivement aux entreprises et aux ménages, ce qui augmente la masse monétaire ; cela stimule la demande effective des entreprises et des ménages, et par voie de conséquence la production des entreprises augmente pour satisfaire cette nouvelle demande solvable.

Ce raisonnement est basé sur l'illusion qu'il suffit de créer de la monnaie centrale pour créer de la richesse. Les faits, et notamment ce qui se passe depuis le déclenchement de la crise, montrent que ce raisonnement ne tient pas la route. C'est ce que nous allons voir maintenant.

Base monétaire, masse monétaire : de quoi parle-t-on ?

Base monétaire (monnaie centrale) = billets en circulation + dépôts des banques à la banque centrale

Masse monétaire = billets en circulation + dépôts des ménages et entreprises auprès des banques

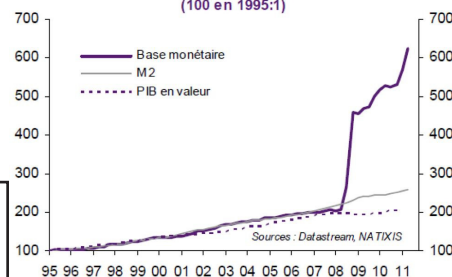
La forte augmentation de la base monétaire ne se reflète pas dans l'évolution de la masse monétaire

En temps normal (jusqu'en 2008), la base monétaire et la masse monétaire (sur les graphiques ci-dessous, l'agrégat « M2 » est une mesure de celle-ci) évoluent de concert. Les banques commerciales doivent disposer de monnaie centrale (sur leur compte à la banque centrale) en proportion des crédits qu'elles accordent à leurs clients, et qui alimentent la masse monétaire en circulation. En effet, quand un crédit est effectué

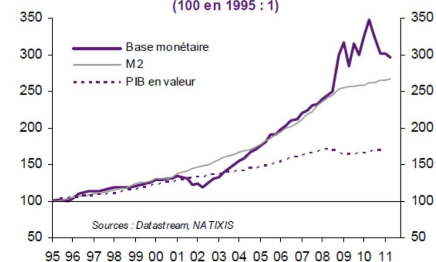
auprès d'un client, ce dernier en retire une partie sous forme de billets. Ces billets sont de la monnaie centrale, et sont obtenus par les banques commerciales quand elles piochent dans leur compte à la banque centrale.

En temps de crise (depuis 2008), les banques n'utilisent pas les réserves qu'elles ont auprès des Banques centrales pour prêter, ce qui déconnecte la base monétaire de la masse monétaire. Le « multiplicateur monétaire » (rapport entre la masse monétaire et la base monétaire) s'est effondré quand la crise a éclaté. Les banques commerciales gardent davantage la monnaie centrale dans leurs comptes (rémunérés) à la Banque centrale ou l'utilisent pour acheter des titres, mais n'utilisent pas ces liquidités pour faire plus de crédits : les liquidités injectées par la banque centrale restent ainsi dans la sphère financière.

Graphique 1 c
Etats-Unis : base monétaire, M2 et PIB
(100 en 1995:1)



Graphique 2 c
Zone euro : base monétaire, M2 et PIB
(100 en 1995:1)



L'augmentation de la masse monétaire en circulation sert de plus en plus à la spéculation

De la même façon qu'une hausse de la base monétaire n'entraîne pas forcément une hausse de la masse monétaire, une hausse de la masse monétaire n'entraîne pas forcément une hausse du PIB en valeur.

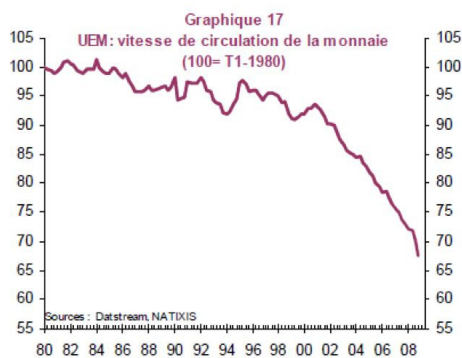
8) Le topo présenté est une reprise, à peu de choses près, de celui-ci (émanant de l'Apex, un groupe d'experts au service des comités d'entreprises) : <http://fr.slideshare.net/apexgroupe/apex-dette-crise-12300411>

9) Krugman espère aussi que cela créera de l'inflation, ce qui permettra de baisser les salaires réels en douceur : « L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution (...) Pour restaurer la compétitivité en Europe, il faudrait que, disons d'ici les cinq prochaines années, les salaires baissent, dans les pays européens moins compétitifs, de 20% par rapport à l'Allemagne. Avec un peu d'inflation, cet ajustement est plus facile à réaliser (en laissant filer les prix sans faire grimper les salaires en conséquence) » (http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/01/30/paul-krugman-l-inflation-n-est-pas-le-probleme-c-est-la-solution_1636446_3234.html)

Partons de l'égalité comptable suivante : $MV = P.T$ avec :

- ▶ P : le niveau des prix
- ▶ T : le nombre de transactions dans l'économie réelle (achats et ventes de biens et services)
- ▶ M : la masse monétaire en circulation
- ▶ V : la vitesse de circulation de la monnaie

$P.T$ n'est rien d'autre que le PIB en valeur. La vitesse de circulation de la monnaie se calcule comme le ratio PIB/M ; c'est le nombre de fois qu'une unité de monnaie est utilisée dans les transactions au cours d'une période donnée ».



Depuis le début des années 2000, on observe une baisse de la vitesse de circulation de la monnaie. Cela signifie que le PIB en valeur croît moins vite que la masse monétaire en circulation. Autrement dit, la monnaie créée par les banques est de moins en moins utilisée dans l'économie réelle (pour l'achat de biens et services) et de plus en plus pour les opérations sur les marchés financiers. Grâce aux politiques monétaires expansionnistes qui ont permis aux banques de se refinancer auprès de la banque centrale à bas coût, celles-ci ont été incitées à distribuer des crédits... ce qu'elles ont fait, mais une part de plus en plus importante de ces crédits n'a pas servi à financer l'économie réelle. Il ne suffit pas de distribuer de la monnaie pour que la production reparte : les entreprises produisent en fonction de leur taux de profit, et pas en fonction des besoins sociaux ou de ce que veulent les gouvernements !

Ainsi, l'examen des faits montre que les politiques monétaires expan-

sionnistes ne se sont accompagnées ni d'une augmentation de la production en volume, ni d'une augmentation des prix des marchandises. Elles ont nourri une inflation financière.

Créer de la monnaie pour financer les dépenses publiques : la solution miracle ?

Les keynésiens de « gauche », rejoints par un grand nombre d'économistes se réclamant du marxisme (Harribey, Husson, etc.), ne se satisfont pas de la mise en action de la « planche à billets » au service du capital financier. Selon eux, la création monétaire peut permettre la relance de la production, à condition d'éradiquer la finance et de « forcer » les banques à financer l'économie réelle.

Selon Harribey, la BCE fait le choix de privilégier la spéculation au détriment de la production : « le risque est d'autant plus grand si la banque centrale restreint la création monétaire destinée à l'investissement et l'emploi et au contraire facilite le crédit appelé à nourrir les activités financières. Telle fut la pratique, entre autres, de la Banque centrale européenne (BCE) »¹⁰. Pourtant, ce n'est pas la « méchante » BCE qui est responsable du développement de la spéculation. Si les banques et les entreprises spéculent, c'est parce que c'est plus rentable pour elles de le faire plutôt que d'investir dans l'économie réelle... jusqu'à ce que les bulles éclatent ! Même si la BCE et les banques étaient totalement contrôlées par un État soucieux de relancer la croissance, elles ne pourraient pas obliger les capitalistes à produire plus si ce n'est pas leur intérêt. Si les banques créaient massivement de la monnaie et si les marchés financiers étaient éradiqués, il n'y aurait pas de miracle : l'inflation « financière » disparaîtrait, mais elle serait remplacée par une inflation « réelle », c'est-à-dire une flambée des prix des biens et services. Pour augmenter la production, il faudrait soit que le capital ex-

cédaire soit « purgé », soit que les grands moyens de production passent sous le contrôle des travailleurs.

Par ailleurs, les keynésiens de « gauche » veulent en finir avec le financement du déficit public par emprunt sur les marchés financiers. Ils veulent « monétiser les déficits », c'est-à-dire que la banque centrale prête à taux zéro, voire avance, la monnaie nécessaire pour combler l'écart entre les recettes et les dépenses publiques. Il faudrait retourner à la situation d'avant 1973, c'est-à-dire avant l'interdiction faite à la Banque de France de financer directement le Trésor public.

Il est clair que cela diminuerait la charge des intérêts de la dette. Mais le financement des déficits publics par la « planche à billets » aurait un impact inflationniste décuplé. En l'absence de choc positif sur la rentabilité des entreprises, l'augmentation massive de la masse monétaire n'a que deux conséquences possibles : l'inflation financière (bulles spéculatives) ou l'inflation réelle (hausse du prix des marchandises). Si les marchés financiers étaient éradiqués, la conséquence serait une très forte inflation réelle sans relance de la production, c'est-à-dire la « stagflation ». Et le déversement de monnaie dans l'économie réelle ne se traduirait donc pas par une hausse du pouvoir d'achat, mais par une hausse des prix qui dégraderait le niveau de vie des travailleurs.

La « monétisation des déficits » substituerait une inflation réelle à une inflation financière, car créer de la monnaie de singe n'a jamais permis d'augmenter la richesse réelle. Les travailleurs seraient donc mis à contribution de deux façons pour financer les dépenses publiques : directement par le biais des impôts, et indirectement par le biais de l'inflation. Cela reviendrait donc à faire financer une partie des dépenses publiques (non couvertes par les impôts) par les travailleurs de façon indirecte. C'est donc une lourde erreur de revendiquer la « monétisation des déficits » et de la faire passer pour une revendication « transitoire ». L'intérêt des travailleurs est que les dépenses publiques utiles à la population soient financées par les impôts payés par les capitalistes.

¹⁰<http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/11/11/crise-de-la-dette-ou-dette-de-crise/>

Notre réponse à la crise

Il faut au contraire mettre en avant :

► **l'annulation pure et simple de la dette publique**

► **le refus du mécanisme même du déficit public** qui est un mécanisme d'expropriation des masses qui redouble l'exploitation. Il faut lutter contre l'idée reçue selon laquelle l'endettement public ou la planche à billets (pour financer les déficits publics) serait inéluctable : on nous explique (antilibéraux compris...) que les grands investissements publics ne peuvent pas être financés intégralement par les impôts.

Et pourquoi donc ? Le recours à l'emprunt ou à la planche à billets revient à faire payer à la grande majorité de la population (par le paiement d'intérêts ou par l'inflation) ce qui pourrait être payé par les capitalistes, à condition de les taxer suffisamment.

Bien évidemment, ces choix s'opposent à la logique capitaliste en s'attaquant aux profits des capitalistes. Ils ne sont donc pas une solution à la crise dans le cadre du système : ils ne feraient au contraire qu'aggraver la crise. C'est pourquoi la mise en avant de ces solutions ne peut se faire qu'en lien indissociable avec la nécessité de mettre en place un gouvernement des travailleurs qui exproprierait les grands groupes capitalistes, c'est-à-

dire qui se donnerait les moyens de faire fonctionner l'appareil productif pour satisfaire les besoins sociaux. Comme l'écrit Olivier Besancenot dans son livre *On a voté... et puis après* : « L'objectif de Hollande est de sortir le système de sa crise, pas de nous sortir d'un système en crise ». On pourrait ajouter que c'est aussi l'objectif de Mélenchon et du Front de gauche. Nous avons l'objectif inverse : sortir d'un système en crise en mettant en avant des revendications qui correspondent aux intérêts des travailleurs et qui, loin de permettre de sortir le système de sa crise, exige au contraire de rompre avec lui.

Cette brochure est une reprise d'articles parus dans Au CLAIR de la lutte et sur le site de la Tendance CLAIRE

Septembre 2012

Aucune politique monétaire ne peut nous sortir de la crise !

GASTON LEFRANC, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°13

Décembre 2012

Le contre-rapport d'Attac et de la fondation Copernic sur la compétitivité : inconsistance de l'antilibéralisme

GASTON LEFRANC, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°14

Mars 2013

Remise en cause de quelques idées reçues sur l'évolution des salaires et des profits depuis 1949

GASTON LEFRANC, *AU CLAIR DE LA LUTTE* n°15

Cette brochure est un supplément à *Au CLAIR de la lutte* n° 16, juin-juillet 2013 (n° ISSN : 2101-6135.).

Comité de rédaction :

Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication.

Site actualisé chaque jour : **<http://tendanceclaire.npa.free.fr>**

Courriel : **tendanceclaire.npa@free.fr**

Téléphone : **06 64 91 49 63**

Brochures de la Tendance CLAIRE du NPA

Recueil de textes d'actualité

- ★ Orientations pour la lutte de classe en France (2009-2011)
- ★ Positions internationalistes et anti-impérialistes (2009-2011)
- ★ La lutte pour un NPA révolutionnaire depuis le congrès fondateur
- ★ Textes pour la lutte féministe révolutionnaire
- ★ Crise et lutte de classes en Grèce (2010-2012)
- ★ Textes sur la jeunesse
- ★ Les analyses stimulantes de Bernard Friot... et leurs limites
- ★ Antilibéralisme, keynésianisme, une critique marxiste
- ★ Textes sur la religion et contre l'islamophobie

Cahiers d'histoire des révolutions

- ★ Mai-juin 68 en France : grève générale mais situation révolutionnaire trahie
- ★ La révolution espagnole (1936-1939)
- ★ Les révolutions russes
- ★ Révolution et contre-révolution en Allemagne (1918-1933)
- ★ Le Front populaire... ou la trahison des dirigeants socialistes et communistes
- ★ Les révolutions chinoises

Pour vous les procurer, contactez-nous :

 tendanceclaire.npa@free.fr

 06 64 91 49 63